

France / Qatar

Macron demande la levée de l'embargo affectant les populations

AFP
Paris/France

EMMANUEL Macron a demandé vendredi la levée "le plus rapidement possible" des "mesures d'embargo affectant les populations du Qatar", selon un communiqué de l'Élysée publié à l'issue d'une rencontre entre le président français et l'émir qatari, cheikh Tamim Al-Thani. Depuis plus de trois mois, le Qatar est sous le coup d'une embargo de ses voisins du Golfe, dont l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et Bahreïn qui l'accusent de soutien au "terrorisme". Le président français "a demandé que les mesures d'embargo affectant les populations du Qatar, en particulier les familles et les étudiants, soient levées le plus rapidement possible", selon le communiqué de l'Élysée. M. Macron et l'émir "ont évoqué la crise en cours entre le Qatar et plusieurs pays du Moyen-

Orient. Le président de la République a exprimé sa préoccupation face à des tensions qui menacent la stabilité régionale, entravent la résolution politique des crises et l'efficacité de notre lutte collective contre le terrorisme", précise-t-il. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte ont rompu le 5 juin leurs relations avec le Qatar et lui ont imposé des sanctions économiques (arrêt des liaisons aériennes, maritimes et terrestres) après l'avoir accusé de soutenir des groupes islamistes radicaux et de se rapprocher de l'Iran. Doha a rejeté ces accusations. Plus tôt dans la journée, l'émir avait rencontré à Berlin la chancelière allemande Angela Merkel. Elle a appelé les acteurs de la crise à "s'asseoir à une même table", estimant que les négociations entre le Qatar d'une part, et d'autre part l'Arabie Saoudite et ses alliés, devaient être discrètes pour réussir. L'émir a pour sa part indiqué "être prêt à s'as-



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron et l'émir du Qatar, Sheikh Tamim Bin Hamad Al-Thani, sur le perron de l'Élysée.

soir à la table (des négociations) pour résoudre la crise" du Golfe, au cours d'une conférence de presse au côté de Mme Merkel. Il avait été reçu jeudi à Ankara par le chef de

l'État turc Recep Tayyip Erdogan. Il s'agit du premier déplacement officiel de l'émir depuis le début du différend qui oppose le riche État gazier à ses voisins du Golfe.

Le président de la République a par ailleurs "rappelé la détermination totale de la France à lutter contre le terrorisme et son financement, et la nécessité de renforcer tous les dispositifs nationaux, régionaux et internationaux à cette fin". La France et le Qatar "sont résolus à approfondir la coopération entre (les) deux pays dans ce domaine et à mettre en place des mécanismes communs destinés à assécher les sources de financement du terrorisme et prévenir la radicalisation. Ils sont convenus de travailler ensemble dans la perspective de la conférence sur la lutte contre le financement du terrorisme que la France organisera début 2018", assure le communiqué. Dans une interview au Point le 7 septembre, M. Macron avait affirmé que "le Qatar et l'Arabie saoudite ont financé des groupements qui n'étaient pas les mêmes, mais qui ont de fait contribué au terrorisme".

Burkina Faso / Politique

Putsch manqué : l'audience de mise en accusation renvoyée au 6 octobre

AFP
Ouagadougou/ Burkina

LE tribunal militaire du Burkina Faso a renvoyé au 6 octobre l'audience de mise en accusation de 107 personnes, dont deux généraux, poursuivis dans le cadre du putsch manqué de septembre 2015, a-t-on appris vendredi de sources judi-

ciaires. L'audience a été renvoyée afin de transmettre le dossier "à tous les conseils et à ceux qui n'ont pas été avisés dans les délais", a déclaré Yacouba Traoré, un avocat de la défense, à l'issue de l'audience à huit-clos. Cette audience devrait permettre à la chambre de contrôle du tribunal militaire (équivalent de la chambre d'accusation

dans les juridictions civiles, ndlr) de "vérifier la régularité de la procédure, annuler ou valider les charges et mettre en accusation les inculpés avant de les renvoyer pour jugement", a expliqué Christophe Birba, un autre avocat de la défense. Le 16 septembre 2015, des soldats du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde

prétorienne de l'ex-président Blaise Compaoré, avaient tenté en vain de renverser le gouvernement de transition mis en place après la chute de M. Compaoré, chassé le 31 octobre 2014 par la rue après 27 ans au pouvoir. Le putsch a échoué grâce à une mobilisation populaire soutenue par une partie de l'armée. Au moins une douzaine de personnes sur 71 in-

carcérées bénéficient d'une liberté provisoire dans ce dossier. L'ex-chef de la diplomatie de M. Compaoré, le général Djibrill Bassolé, est toujours en prison pour son implication présumée dans ce putsch en compagnie du général Gilbert Diendéré, ancien bras droit de Compaoré qui avait pris la tête du putsch.

Libye/ Violences

Attentat à la voiture piégée à Benghazi, six blessés

AFP
Benghazi/ Libye

SIX personnes, dont quatre militaires, ont été blessées vendredi en Libye par l'explosion d'une voiture piégée près d'un bureau de l'état civil à Benghazi (est), selon un responsable local de la sécurité. "Quatre membres de notre force et deux civils, (...) employés de la Direc-

tion des passeports dans l'est du pays ont été blessés par l'explosion d'un véhicule piégé qui a visé le bâtiment", a indiqué à l'AFP Hamdi al-Dinali, commandant de la force des missions spéciales et de la lutte antiterroriste. Ce responsable a mis en cause "les cellules terroristes dormantes (...) qui cherchent à déstabiliser la ville" de Benghazi, située à 1.000 km à l'est de Tripoli. La libération de la ville de "l'emprise des

groupes terroristes" avait été annoncée début juillet 2017 après plus de trois ans de combats. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi, renversé et tué en 2011 à la suite d'une rébellion soutenue par une intervention militaire menée par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Benghazi, qui a été un bastion de la révolution libyenne, était devenue un fief de groupes jiha-

distes. La ville a été particulièrement touchée par des violences visant notamment les représentations diplomatiques et les forces de sécurité. Le colonel Ahmad Madi, vice-président de la Direction des passeports dans l'est de la Libye, a dénoncé vendredi "un acte terroriste et criminel contre les institutions de l'État". Selon lui, il "vise avant tout à empêcher l'impression des passeports pour

plus de 20 bureaux dans l'est libyen maintenant que Tripoli ne détient plus ce monopole". La Libye est livrée aux milices alors que deux autorités se disputent le pouvoir : d'un côté, le gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli, de l'autre, une autorité qui exerce son pouvoir dans l'est du pays avec le soutien du maréchal Khalifa Haftar.

L'Afrique en bref

• RDC/ Elections Recensement dans le Kasai

"La paix est revenue au Kasai!". Les autorités de la République démocratique du Congo veulent voir un signe d'espoir avec le début du recensement des électeurs dans cette région troublée du centre du pays, où la situation humanitaire est aussi fragile que la possibilité d'organiser des élections d'ici la fin de l'année.

• Nigeria/ Terrorisme Le mouvement pro-Biafra IPOB classé "organisation terroriste"

Le mouvement indépendantiste pour les peuples indigènes du Biafra (IPOB), qui réclame la sécession de cette région du sud-est du Nigeria, a été classé vendredi "organisation terroriste" par le ministère de la Défense.

• Mali/ Violences Deux militaires tués et un disparu à Ménaka



Deux membres de la Garde nationale malienne ont été tués, un est "porté disparu" et un autre a été blessé dans l'attaque de leur véhicule jeudi à Ménaka, dans le nord du Mali, ont annoncé vendredi les Forces Armées maliennes (FAMA).

A travers le monde

• France/ Terrorisme Deux femmes attaquées au marteau au cri d'"Allah Akbar", l'agresseur en fuite Deux femmes ont été agressées à coups de marteau vendredi dans les rues de Chalon-sur-Saône, dans le centre-est de la France, par un homme "vêtu de noir" qui "aurait crié Allah Akbar" et était toujours recherché vendredi soir, selon le parquet et la préfecture.

• Syrie/ Conflit Russie, Iran et Turquie vont maintenir l'ordre autour d'Idlib

La Russie et l'Iran, alliés du régime de Damas, et la Turquie, qui soutient les rebelles, ont annoncé vendredi à Astana un accord pour déployer ensemble des forces de maintien de l'ordre dans la zone de désescalade d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie.

Irak/ Kurdistan Le Parlement kurde approuve à l'unanimité le référendum d'indépendance

Le Parlement du Kurdistan irakien a approuvé vendredi soir sans surprise la tenue le 25 septembre du référendum sur l'indépendance de cette région autonome d'Irak, en l'absence de l'opposition qui avait appelé au boycott de la session parlementaire, la première depuis deux ans.